UN AN APRÈS LES ATTENTATS KAMIKAZES DU 11 AVRIL

Alger toujours menacée ?

Depuis quelques jours, un dispositif sécuritaire particulier est visible dans la capitale et sa périphérie. Des barrages de contrôle inopinés assurés par les éléments de la police judiciaire (BMPJ) sont dressés et signalés dans les quatre coins de la capitale.

Abder Bettache - (Alger Le Soir) - Ce déploiement intervient à quelques jours de la commémoration des attentats du 11 avril 2007 qui ont ciblé le Palais du gouvernement et le commissariat de police de Bab Ezzouar.

Or, pour une source policière sûre, «il s'agit d'un travail de prévention routinier, qui accompagne celui du renseignement et de l'opérationnel».

Toutefois, la même source porte à notre connaissance que «la menace terroriste est toujours là, alors qu'aucun attentat n'a été enregistré depuis des mois dans la capitale ou ses alentours».

En effet, la mise hors d'état de nuire du groupe terroriste à l'origine du climat de terreur qu'a vécu la capitale le 11 avril et le 11 décembre 2007 est à l'origine de cette «maîtrise» sécuritaire.

La tête pensante de ces attentats, le sinistre Bouzegza Abderahmane, émir de la katiba El-Farouk, a été abattue le 28 janvier 2008 au cours d'une opération menée par les forces de l'ANP dans la wilaya de Boumerdès.

Selon le ministère de l'Intérieur, le groupe était également l'auteur de l'attentat du 10 décembre 2006 ayant ciblé un autobus transportant les employés de la firme algéro-américaine, Brown and Root Condor, dans la zone de Bouchaoui.

Ce groupe comprenait plusieurs personnes peu connues des services de sécurité, contrairement à leur chef, Bouzegza, activement recherché depuis 1998.

«Tout vient des maquis, de la lutte engagée par les forces de l'ANP pour le démantèlement de tous les groupes terroristes et de leurs réseaux de soutien. La pression exercée sur eux grâce aux opérations militaires est soutenue par un travail préventif fourni par ceux en charge du renseignement et de l'opérationnel», affirme notre source, qui ajoute : «C'est un travail de coordination où toutes les parties sont impliquées, y compris les citoyens qui, plus que jamais, s'impliquent d'une manière concrète.»

Photos : Samir Sid

Attentat du Palais du gouvernement à Alger.

Les groupes terroristes affaiblis

La gestion du temps constitue le grand défi des forces de sécurité. On maintient la garde, on fait monter d'un cran le niveau de vigilance et on reste éveillé des mois durant, mais dès que la vigilance baisse, le terrorisme frappe. Alors, la menace terroriste sur la capitale est-elle permanente ? «S'ils disposent suffisamment de moyens tant humains que matériels, ils n'hésiteront pas à accomplir chaque jour que Dieu fait des attentats terroristes.

Or, aujourd'hui, la donne a énormément changé, et ce, grâce au travail accompli par les forces de sécurité, mais également à l'implication directe des citoyens. Les groupes terroristes sont affaiblis», ajoute-t-on. Pour un grand nombre d'analystes de la question sécuritaire, la nouvelle stratégie du GSPC-Al Qaïda pour la capitale et les villes d'implantation, comme Tizi-Ouzou et Boumerdès, consiste à «travailler» avec des jeunes dont la tranche d'âge varie entre 17 et 25 ans. Ces derniers, encore inconnus des services de sécurité, sont pour la plupart originaires des quartiers urbains déshérités.

Ils se distinguent également par leur penchant à la cause djihadiste.

Un état de fait conforté par des opérations d'endoctrinement assurées par des agents recruteurs, qui sont les véritables plaques tournantes des circuits du GSPC, et ce, jusqu'à l'ultime étape, c'est-à-dire la mise en action de l'acte terroriste.

A. B.

Me ALI YAHIA ABDENNOUR DEVANT LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU :

«Le président de la République est malade»

L'élection présidentielle de 2009, la maladie du président de la République, la réconciliation nationale ont été parmi les points abordés, dans l'après-midi de lundi dernier, par Me Ali Yahia Abdennour devant les étudiants de l'université de Tizi-Ouzou.

Parlant de l'élection présidentielle de 2009 et de la révision de la Constitution, Me Ali Yahia Abdennour dira d'emblée que «le président de la République est malade», une annonce à travers laquelle l'orateur veut faire part de ses doutes sur les capacités physiques et la crainte des attentats kamikazes qui ne permettent pas à Bouteflika de se déplacer à travers le pays pour les besoins de la campagne électorale.

Le manque de visibilité et les hésitations qui caractérisent le discours officiel sur le projet de révision constitutionnelle ont été tournés en dérision par l'avocat et défenseur des droits de l'homme qui n'a pas caché ses doutes sur les réelles intentions du pouvoir qui serait tenté, selon lui, de faire réviser la Constitution dans le sens de la prolongation du mandat présidentiel en cours afin de le porter à 7 ans.

L'objectif serait de permettre à Bouteflika de rempiler jusqu'en 2011. Me Ali Yahia Abdennour s'est montré très critique sur la démarche réconciliatrice du président de la République : «Ce n'est pas la charte qui pourrait ramener la paix», dira-t-il, préconisant la solution politique contre l'option sécuritaire choisie par le pouvoir. Me Bouchachi, président actuel de la LADDH, parlera de «régression dans le respect des droits de l'homme». Le changement viendra, selon lui, de la mobilisation pacifique et de toutes les élites politiques et intellectuelles et de la société civile qui «portent une part de responsabilité dans cette situation».

Me Ali Yahia Abdennour.

S. A. M.